

Animation du Portail « Droit et Gouvernance »
Bulletin Rio+20
1^{er} – 31 janvier 2012



Institut de l'énergie et de l'environnement
de la Francophonie
IEPF



Association pour la promotion du droit international*

Centre de droit international
15 quai Claude Bernard
69007 LYON
Tel : 04 78 78 73 52
Fax : 04 26 31 85 24
apdi.lyon@gmail.com

* Bulletin rédigé par Jean-Emmanuel Médina, Docteur, Chercheur au Centre de droit international

SOMMAIRE

I) LA SOCIETE CIVILE AU CŒUR DU PROCESSUS DE RIO+20	3
A- Mobilisation de la société civile et pétition mondiale « chefs d'États @ Rio +20 »	3
B- Forum Social Thématique: « crise capitaliste, justice sociale et environnementale »	3
C- « Paris + 20 » : simulation étudiante du Sommet Rio+20.....	3
D- Sensibilisation de la jeunesse au monde de demain : des volontaires pour Rio +20 !	4
E- Rio + 20 et le projet de Charte des responsabilités universelles	4
F- Le projet Charte des Peuples de la Terre - proposition pour une mise au débat-	5
IV) L'AVANT-PROJET DE DECLARATION POUR RIO+20	6
A- L'avant-projet de déclaration de Rio+20 « L'avenir que nous voulons » (Zero draft of the outcome document)	6
B- CIVICUS - Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne - critique l'avant-projet de déclaration de Rio+20.....	6
C- L'avant-projet de déclaration de Rio+20 : défiance de la société civile française	7
D- Fin des discussions préliminaires sur « l'avant-projet » de déclaration pour Rio+20	7

I) La société civile au cœur du processus de Rio+20

A- Mobilisation de la société civile et pétition mondiale « chefs d'États @ Rio +20 »

Disponible en six langues (ENG, FRA, ESP, RUS, CHI et PORT), la pétition mondiale « chefs d'États @ Rio +20 » lancée début novembre par le SDIN Network (ANPED, CIVICUS, CONSUMERS INTERNATIONAL), Stakeholder forum et World future council, vise à une mobilisation générale de la société civile et plus largement de tous les citoyens afin de rappeler aux chefs d'état leur responsabilité dans la réussite de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable Rio +20. Les initiateurs de cette pétition inédite dans sa forme et dans ses prétentions demandent à tous les chefs d'Etat « *de profiter de cette occasion pour participer de façon positive et hautement qualitative à la Conférence de Rio +20* ». L'adoption en novembre 2011 d'un nouveau calendrier pour la tenue du 20 au 22 juin 1012 de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (initialement prévue du 04 au 06 juin 2012), doit favoriser la venue d'un maximum de chefs d'Etat et de gouvernement.

Lien :

<http://rio20.net/fr/iniciativas/campagne-globale-et-petition-chefs-detats-rio20>

Lien vers la pétition :

<http://www.change.org/petitions/heads-of-states-chefs-detats-jefes-de-estados-chefes-de-estado-rio20>

B- Forum Social Thématique: « crise capitaliste, justice sociale et environnementale »

Le Comité Facilitateur de la Société Civile Brésilienne pour Rio +20 invite, du 4 au 29 janvier 2012 à Porto Alegre (Brésil) et dans les grandes villes des régions limitrophes, toutes les organisations sensibilisées au développement durable afin de préparer le Sommet des Peuples Rio+20 en apportant leurs analyses croisées sur des thèmes divers comme : « *Finances et économie équitable, durable et solidaire* » ou encore « *Gouvernance et Architecture du pouvoir* ». Les Groupes thématiques constitués, forment un espace pour que les ONG, les réseaux et mouvements intellectuels citoyens puissent approfondir leurs réflexions et tisser ensemble des liens afin d'élaborer des propositions suffisamment pertinentes pour peser sur les décisions qui seront prises par les gouvernants.

Liens :

<http://dialogos2012.org/>

http://rio20.net/wp-content/uploads/2011/11/Foro_social_tematique_FR.pdf

C- « Paris + 20 » : simulation étudiante du Sommet Rio+20

Du 4 au 8 juin 2012, soit deux semaines avant Rio + 20, les étudiants de Science po Environnement (Paris) vont participer à une simulation du Sommet de Rio de Janeiro sur le développement durable. Afin de préparer la manifestation appelée « Paris + 20 », un cycle de conférences est organisé durant tout le premier semestre 2012 en présence d'intervenants prestigieux. La conférence d'ouverture aura

lieu le lundi 30 janvier de 17h à 19h en présence de Brice Lalonde, ancien ministre de l'environnement et coordinateur exécutif de Rio+20, fonction qu'il partage avec Elizabeth Thompson.

Les organisateurs de cette simulation espèrent que leur initiative aura davantage encore de succès que le collectif organisé au lendemain de l'échec de la COP 15 qui avait pris pour nom: « *Copenhague, et si ça c'était passé autrement* ». La simulation des négociations internationales sur le climat de Copenhague (2009) avait attiré 150 étudiants qui après une semaine de négociations sans interruption, étaient parvenus à un « accord international » et à un succès médiatique de la manifestation.

« Paris + 20 » est, par conséquent, une occasion immanquable pour attirer le regard des gouvernants vers des solutions effectives. Soutenu par l'UNESCO, cette initiative novatrice se diffuse peu à peu dans d'autres capitales. Le projet « MyCity+20 » a très récemment été lancé, et d'autres simulations seront proposées en Asie (« Colombo+20 »), en Europe (« Roma+20 », « Amsterdam+20 ») et en Amérique centrale (« Mexico+20 »). La jeunesse étudiante internationale trouve dans cette initiative nouvelle, le moyen d'être davantage entendue et prise au sérieux par les représentants des peuples.

Liens :

<http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?page=view&nr=699&type=230&menu=39>

<http://scpo-environnement.org/index/actualite>

D- Sensibilisation de la jeunesse au monde de demain : des volontaires pour Rio +20 !

Afin d'augmenter l'implication et l'intérêt des jeunes de moins de 30 ans, pour le développement durable et la cause environnementale, le « groupe majeur jeunesse » invite ces derniers à participer, comme bénévoles, en remplissant des tâches en relations avec la collecte puis la transmission de l'information dont on connaît les effets bénéfiques autant sur l'opinion publique que sur les gouvernants. A cet effet, un portail est ouvert et permet à ceux qui le désirent, de s'impliquer activement dans la réussite prochaine du sommet Rio + 20. Ils pourront notamment s'investir dans la traduction de ressources écrites.

Il est intéressant de rappeler que la publication, à la mi-janvier, d'un guide pour la participation à la Conférence Rio + 20 participe de ces initiatives. L'objectif du document publié par rioplustwenties.org, une organisation fondée par des membres du « groupe majeur jeunesse », est de rendre les négociations plus compréhensibles par l'identification des outils nécessaires à une participation citoyenne au processus.

Lien :

<http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?page=view&nr=703&type=230&menu=39>

<http://bit.ly/volunteeryouthchilduncsd>

http://rioplustwenties.org/documents/Participation_Guide_Rio+20_web.pdf

E- Rio + 20 et le projet de Charte des responsabilités universelles

Considéré comme le « troisième pilier » manquant à la Communauté internationale afin de rendre plus solide son architecture jusqu'à présent constituée de deux textes fondamentaux, à savoir, la Charte de l'ONU et la Déclaration universelle des droits de l'homme ; le projet de Charte des responsabilités universelles pour lequel Michel Rocard s'est engagé et espère qu'il sera présenté à la Communauté internationale dans le discours de la Conférence Rio + 20, vise à pallier les insuffisances issues du manque de cohésion entre les Nations et faciliter en conséquence, la gestion des

interdépendances, aujourd'hui considérée comme la seule méthodologie capable de sauvegarder l'intégrité de la planète.

La Charte est fondée sur l'idée d'une mutualisation de la responsabilité des dommages déjà perceptibles pour la planète. Une telle démarche ne laisse pas de place à la recherche ou à la désignation de responsables, mais se fonde sur l'idée d'un rassemblement de l'ensemble de la Communauté internationale, touchée sans distinction par les conséquences des bouleversements irréversibles que connaît la planète.

Le texte proposé devra nécessairement avoir été réalisé en synthèse d'une éthique internationale universelle. Le document final portera la marque d'une vision convergente et multiple. En 2012, le projet se présente comme étant le résultat des liens qui se sont tissés dans le cadre d'un processus déjà ancré dans le temps. En 1972, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) était initié, vingt années plus tard, au sommet de 1992 était lancé un processus, celui de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) donnant lieu à des rencontres annuelles depuis 1995. Il existe aujourd'hui, une culture mondiale du respect de l'environnement. La promotion d'une « écologie responsable », partagé dans les années 1950 et 1960 par une partie encore restreinte de la Communauté internationale, est aujourd'hui devenue un enjeu de civilisation mondiale.

Liens :

<http://www.cartacapital.com.br/politica/l%E2%80%99avocat-de-la-nature/>

<http://rio20.net/fr/iniciativas/projet-de-charte-des-responsabilites-universelles>

F- Le projet Charte des Peuples de la Terre - proposition pour une mise au débat-

Le projet de Charte des Peuples de la Terre est une proposition citoyenne, militante et progressiste qui vise à ouvrir le débat de l'universalité des buts et des objectifs de l'Homme quelque soit son lieu d'origine ou sa culture. Plus que jamais, la conférence Rio + 20 est le moment de démocratiser les rêves partagés, il y a encore peu de temps, par un petit nombre d'humanistes à travers le monde. Le projet de Charte des Peuples de la Terre ambitionne de transcender les différences qui existent entre les peuples afin de proclamer l'universalité de l'Homme dans la grande mosaïque humaine. Ainsi livré aux contributions diverses et surtout au débat public, sans doute nourri par une actualité politique, économique et écologique internationale délétère, le projet de Charte des Peuples de la Terre est soutenu par le portails Rio+20.net en partenariat avec le pôle de coordination internationale du Sommet des Peuples Rio+20, le Forum pour une nouvelle Gouvernance mondiale, la fondation Charles Léopold Mayer, le collectif français Rio+20 (CRID, CFDT, Attac, Comité 21, FNGM, les Petits Débrouillards, RAC).

Liens vers le projet de Charte soumis aux contributions citoyennes :

Français :

http://rio20.net/wp-content/uploads/2011/07/modele_carta_fr.pdf

Anglais

http://rio20.net/wp-content/uploads/2011/04/modele_carta_es.pdf

IV) L'avant-projet de déclaration pour Rio+20

A- L'avant-projet de déclaration de Rio+20 « L'avenir que nous voulons » (Zero draft of the outcome document)

Rendu public le 10 janvier 2012, l'avant-projet de déclaration de Rio+20 intitulé « l'avenir que nous voulons » représente la base sur laquelle vont s'appuyer les négociations entre les Etats. L'avant-projet a été élaboré par les coprésidents et le Bureau du Comité préparatoire de la CNUDD pour servir de support aux négociations internationales qui se dérouleront au Brésil, à Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin 2012.

Le document est directement inspiré d'une part, des contributions textuelles proposées par les Etats membres et autres parties prenantes, et d'autre part, des observations présentées au cours de la deuxième Réunion intersessions de la CNUDD, tenue les 15 et 16 décembre 2011 au siège des Nations Unies, à New York. Fort de ses 19 pages, l'avant projet est composé d'un court préambule (I) et de quatre autres parties. Le document rappelle les engagements pris au cours des sommets internationaux antérieurs (II), suggère des solutions quant à la mise en œuvre d'une économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté (III), propose de renforcer le cadre institutionnel du développement durable (IV) et présente le cadre pratique des actions envisagées (V).

Véritable déclaration de principe, l'avant-projet appelle à l'adoption de « mesures audacieuses et décisives » afin de promouvoir l'économie verte en tant que condition nécessaire au développement durable et à l'éradication de la pauvreté dans les zones les plus fragilisées sans avoir l'ambition d'une « révolution verte », ou plus globalement encore d'une « révolution civilisationnelle » comme en appelle avec plus de force ces dernières années la société civile, pour qui l'impasse politique, économique et environnementale internationale nécessite l'adoption de mesures urgentes, effectives et efficaces.

Liens vers L'avant-projet de déclaration de Rio+20 :

Anglais :

http://www.uncsd2012.org/rio20/content/documents/370The%20Future%20We%20Want%2010Jan%20clean%20_no%20brackets.pdf

Portugais :

<http://www.rio20.info/2012/wp-content/uploads/2012/01/esbo%C3%A7o-zero.pdf>

B- CIVICUS - Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne - critique l'avant-projet de déclaration de Rio+20

CIVICUS, Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne (World Alliance for Citizen Participation) fondée en 1993, considère que l'avant-projet de déclaration de Rio+20 manque d'engagement et surtout d'accords juridiquement contraignants pour répondre et faire avancer les trois piliers du développement durable (social, économique et écologique) et ainsi mettre un coup d'arrêt à la dégradation rapide de l'environnement.

Pour l'Alliance, les gouvernements doivent réaffirmer leurs engagements dans le but d'augmenter l'efficacité de l'aide au développement, énoncés dans la Déclaration de Paris, le programme d'action d'Accra, le document final de Busan, ainsi que le Consensus de Monterrey et la Déclaration de Doha. De plus, il est nécessaire que les citoyens aient la possibilité de participer aux décisions qui affectent leur vie au niveau local, national et international. La garantie des libertés démocratiques, des droits civils et politiques, est essentielle dans la résolution urgente des problèmes qui touchent tout le monde et plus particulièrement les personnes les plus vulnérables.

Enfin, les « groupes majeurs » doivent avoir un rôle significatif dans le développement durable. Il s'agit alors d'intégrer leurs connaissances acquises sur le terrain dans l'élaboration des politiques nationales et locales. A ce propos, l'Alliance reconnaît le rôle actif des parlements nationaux dans la promotion du développement durable.

Liens :

<https://civicus.org/news-and-resources/720-civicus-comments-on-the-first-draft-of-the-rio20-zero-draft-document>

C- L'avant-projet de déclaration de Rio+20 : défiance de la société civile française

Dès sa publication, l'avant-projet de déclaration de Rio+20 intitulé « L'avenir que nous voulons » a suscité de nombreuses réactions et commentaires. Le Comité français pour le développement durable (comité Rio+20) qui rassemble une cinquantaine d'organisations et quelques syndicats (Agir pour l'environnement, 4D, Attac, CFDT, CGT, Comité 21), considère l'avant-projet comme « *vague et manquant de force* ».

S'exprimant à l'AFP, Gilles Berhault, président du comité 21, n'a pas manqué de critiquer un texte qui selon lui « *manque d'ambition, de référence au local, et de diversité* ». Il relève aussi que l'avant-projet manque d'éléments concrets. Sans doute, le fait qu'il ne soit pas inscrit précisément dans l'avant-projet, la possibilité de créer une Organisation mondiale de l'environnement, mais plutôt d'envisager plus prudemment la création d'une agence spécialisée des Nations-Unies pour l'environnement justifie cette critique. Toujours est-il, que sur cette question, la société civile reste divisée. Les opposants à la création d'une OME expliquent que ce projet tel qu'il est soutenu et formulé notamment par la France est inefficace en l'absence d'instruments juridiques contraignants. Aussi pour les plus ambitieux d'entre eux, il est nécessaire de créer un « Conseil du développement durable », structure qui serait parallèle au Conseil de sécurité, assurant la coordination des agences et programmes.

Toutes ces questions ont fait l'objet de débats vifs et nourris tout au long du Forum social de Porto Alegre (24-29 janvier 2012), véritable laboratoire d'idées pour la société civile mondiale.

Liens :

<http://www.fedre.org/content/fortes-reserves-du-comite-21-sur-lavant-projet-de-declaration-de-rio20>

http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/afp_00419690-rio-20-faiblesse-insigne-de-l-avant-projet-de-declaration-associations-281014.php

D- Fin des discussions préliminaires sur « l'avant-projet » de déclaration pour Rio+20

Trois jours durant, entre le 25 et le 27 janvier 2012, les Etats membres et autres parties prenantes aux négociations de Rio+20 ont apporté leurs commentaires et suggestions concernant l'avant-projet de déclaration. Cette réunion tenue à New-York, est la première d'une série d'autres réunions qui se tiendront au cours des mois prochains (mars, avril, mai et juin) afin de préparer la conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin de cette année. Considéré comme un point de départ pour les négociations, le document final devra être présenté aux dirigeants du monde afin que ceux-ci s'engagent sur un projet « *ambitieux et orienté vers l'action* » qui permette de réduire la pauvreté, de favoriser l'équité sociale et d'assurer la protection de l'environnement sur une planète de plus en plus surpeuplée.

Le secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang considère que les objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals - SDGs), pourrait être l'une des contributions importantes de Rio+20. Selon lui, un cadre solide d'actions est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement

durable. Ceci passe par la mobilisation de financements provenant de toutes sources, la coopération et le transfert technologique, le renforcement des capacités et l'engagement de tous les intervenants dans la mise en œuvre des objectifs, la création de partenariats novateurs, ainsi que la mise à disposition de la science, de l'éducation et de l'innovation au service du développement durable.

Liens :

<http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?page=view&nr=764&type=230&menu=38>

Lien vers le détail des discussions :

<http://www.iisd.ca/uncsd/idzod/25jan.html>